



La programmation conjointe en Mauritanie

Vers une meilleure efficacité de l'aide.

18/09/2015



Contact: Veronica White
Veronica@veronicawhite.eu
Claude Mauret :
mauret@hydroconseil.com

1



Plan

1. La programmation conjointe : rappel des concepts
2. Rôle de la RIM
3. État des lieux
4. Les acquis
5. Reste à faire
6. Propositions
7. Prochaine étapes
8. Références

2



Définition

La programmation conjointe est un **processus** via lequel:

- i. les pays membres de l'Union européenne,
 - ii. la Commission européenne et
 - iii. le Service européen pour l'Action extérieure
- définissent ensemble une stratégie pays** c.à.d. une réponse conjointe aux besoins de développement d'un pays partenaire.

3



Principes de la Programmation conjointe

- Dans la mesure du possible, **menée par le gouvernement du pays partenaire** et basée sur sa stratégie de développement.
- Répondre aux besoins spécifiques du pays partenaire ;
- Alignée au cycle du pays partenaire: **Synchronisation**
- **Prenant en compte les stratégies existantes de coordination des bailleurs** (éviter duplication);
- **Ouvertes à d'autres bailleurs intéressés**, avec l'UE comme force motrice;
- **Approche graduelle**, dépendant des spécificités de chaque pays.

4



Bénéfices de la Programmation conjointe

- ❑ **Réduction de la fragmentation de l'aide** au travers de la division du travail;
- ❑ **Meilleure utilisation des fonds** (crise – austérité);
- ❑ **Plus de visibilité** en raison d'une plus grande influence des bailleurs agissant ensemble;
- ❑ **Levier plus important au niveau des réformes et du dialogue politique** (discours commun de plusieurs PTFs);
- ❑ **Plus grande transparence** et prédictibilité;
- ❑ **Réduction des coûts de transaction** pour le gouvernement (appropriation/alignement aux stratégies N);
- ❑ **Plus d'impact** au travers d'interventions plus cohérentes, complémentaires et avec des économies d'échelle.

5



Eléments d'une programmation conjointe

1. Une analyse conjointe/commune;
2. Une réponse commune;
3. Une division du travail;
4. Des allocations financières indicatives par bailleur et par secteur.

6



1. Une analyse conjointe/commune

- ❑ Utiliser les analyses qui ont déjà été effectuées
- ❑ Prendre en considération la manière dont les défis et les priorités sont abordés par le plan national : **analyse du SND post 2015**
- ❑ Canevas possible : (**voir Fiche «Analyse conjointe»**)

7



1. Une analyse conjointe/commune

- ❑ Canevas possible : (**voir Fiche «Analyse conjointe»**)
1. Situation politique
 2. Situation économique
 3. Situation et vulnérabilité sociales
 4. Situation environnementale
 5. Intégration et coopération régionales
 6. Capacités du pays
 7. Présence des donateurs
 8. Questions transversales : Cohérence avec la politique de développement de l'UE, existence d'un cadre national viable en matière de suivi/de résultats/d'évaluation des performances

8



2. Une réponse conjointe /commune

- ❑ Alignée au plan de développement du pays partenaire
- ❑ Sert de **cadre stratégique** pour PTF participants
- ❑ **Vision globale** du soutien apporté par les PTF au pays concerné (objectifs pour chaque secteur);
- ❑ Engagement de **synchronisation** des cycles de planification des PTF avec le cycle national (distinction cycle de planification et de financement);
- ❑ **Répartition claire** du travail par PTF et secteur dans lesquels il travaillera;
- ❑ PC : renforcement du dialogue (groupe Etat/PTF)
- ❑ Dotations financières indicatives pluriannuelles de chaque PTF en faveur des différents secteurs.
- ❑ **Validée** d'abord au niveau pays

9



2. Une réponse commune

- ❑ Canevas possible : (**voir Fiche «Réponse conjointe»**)
1. Synthèse
 2. Vue d'ensemble / introduction (valeurs de l'UE)
 3. Référence à l'analyse conjointe
 4. Réponse conjointe : vision, synchronisation, secteurs/domaines, interventions en cours et prévues, positions conjointes, liens avec opérations militaires/de sécurité et de défense, dotations financières indicatives / PTF / secteur
 5. Suivi, examen et évaluation : résultats (nombre limite) pour chaque secteur, situation de référence et cible
 6. Communication et visibilité
 7. Analyse des risques ? Cadre de résultats ?

10



Output: document PC, Modèle draft RIM.

1. **Le développement en RIM : bilan et perspective**
 - 1.1 contexte politique, économique et social
 - 1.2 stratégie mauritanienne de développement
 - 1.3 objectif de développement durable
 - 1.4 intégration et coopération régionales
2. **Les lignes générales de la réponse de l'UE**
 - 2.1 les objectifs stratégiques de l'UE
 - 2.2 la programmation conjointe de l'UE : objectifs, principes, calendrier
 - 2.3 dialogue politique
3. **Soutien de l'UE et modalités de mise en œuvre de l'aide**
 - 3.1 secteurs de concentration, aspects horizontaux et enveloppes indicatives
 - 3.2 Critères pour le choix des secteurs, opportunités pour la coopération de l'UE
 - 3.3 Coordination des partenaires au développement, coordination sectorielle
 - 3.4 Engagement financiers et politiques de la RIM
 - 3.5 Instrument de mise en œuvre de l'aide

Voir analyse des risques et cadre de résultats

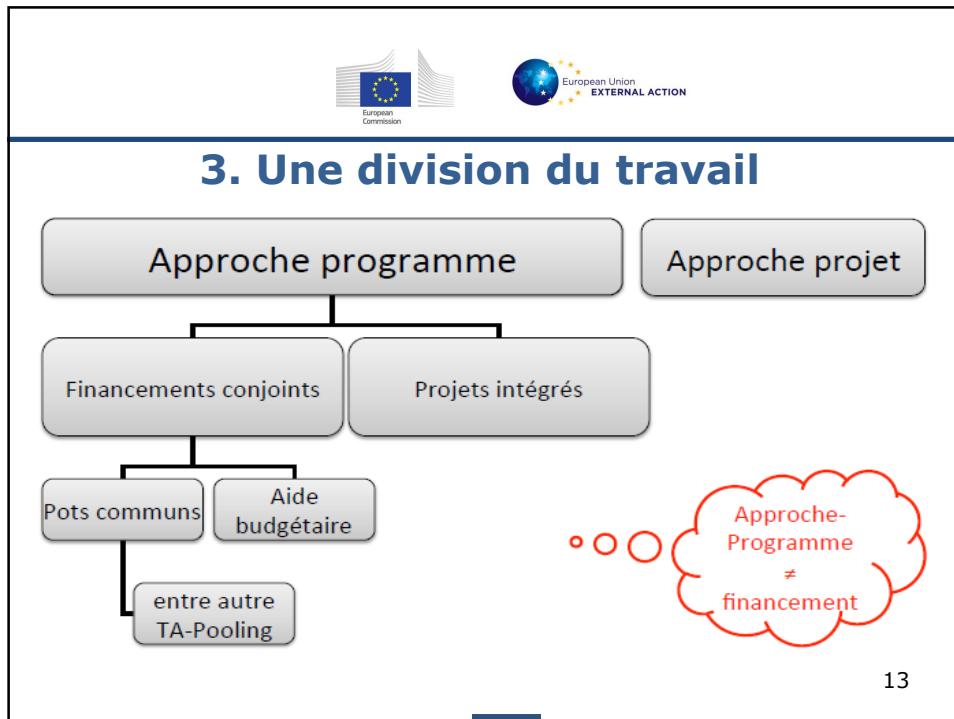
11



3. Une division du travail

- ❑ Répartir les interventions de manière à éviter les chevauchements
- ❑ « Division des valeurs européennes » (mapping PTF/ valeur UE et mapping SND pays / valeur UE »)
- ❑ Utiliser les **définitions sectorielles du gouvernement**
- ❑ Analyser les **avantages comparatifs** par PTF
- ❑ Intersectoriel : **trois** secteurs par donateur
- ❑ Intratsectoriel : **cinq** donateurs par secteur (code de conduite UE complémentarité et division du travail)
- ❑ **Cartographie** / mapping (PTF/secteur)
- ❑ Envisager des formes de **mise en œuvre conjointe** : approches sectorielles, le financement groupé et la coopération déléguée

12





Etat des lieux - 1

Forces :

- ❑ 4 PTFs concernés: France, Espagne, Allemagne, DUE et engagés;
- ❑ Des timing de planification relativement convergents entre les pays et la SND post 2015 (Espagne 2014-2017; Allemagne 2017-2018; DUE 2014-2020; France (annuel (SCAC));

Faiblesses :

- ❑ Pas d'organisation effective pour mener le processus;
- ❑ Des **ressources humaines limitées** au niveau de chaque PTF concerné pour mener le processus;
- ❑ Un CSLP III se terminant fin 2015;

15



Etat des lieux - 1

Opportunités :

- ❑ Bilan de 15 années de CSLP
- ❑ Élaboration d'une nouvelle SND post 2015 ;
- ❑ Projet de loi organique des finances : approche programmatique – CDMT (2018-2020)

Menaces :

- ❑ Analyse du contexte pour des financement sur prêts : risques, analyse FMI, dettes, ressources propres (chute des cours des minéraux...);
- ❑ Disponibilité de ressource humaines compétentes
- ❑ Retard dans la formulation SND post 2015? 7 mois sont planifiés dans la FdR

16



Les acquis

- ❑ Tous les EM de l'UE en RIM ont la volonté politique de participer au processus; France (SCAC) document unique de référence dès 2016
- ❑ Souhait également au niveau MAED d'avancer avec le processus;
- ❑ Feuille de route élaborée mais doit être actualisée
- ❑ Projet de modèle de DCP élaboré
- ❑ Existence analyse CSLP III (PIN XI FED) ; validée par EM UE?
- ❑ Existence de cartographies (PIN XI FED): Secteurs de concentration par PTF et par axe du CSLP III; Corrélation CSLP III/Agenda pour le changement
- ❑ RIM : élaboration de la **SND post 2015** (mai 2016?) qui serait le **document d'alignement**

17



Reste à faire :

- ❑ Analyse conjointe + Réponse conjointe = DPC
- ❑ Définir une méthodologie de travail en commun : **fortement recommandé de répartir les responsabilités en matière de rédaction entre les PTF participants;**
- ❑ Répartir les tâches de rédaction selon canevas / secteur
- ❑ La division du travail: mapping, avantage comparatif, répartition EM/ secteur, définition d'objectifs, résultats, indicateurs par secteurs (cadre de résultat);
- ❑ Informer et associer le gouvernement (DMRECA et D planification); points focaux et autres PTFs
- ❑ Rédaction des secteurs de programmation conjointe (un responsable par secteur);
- ❑ Définir le processus d'adoption des documents

18



Propositions

2 options:

- DPC élaboré et finalisé en 2015 ; peu réaliste et en contradiction avec les principes d'appropriation et d'alignement sur le document national
- DPC élaboré pour 2016
 - 2015 sert à mettre en place l'organisation, le groupe de travail et les outils
 - Analyse politique/macro-économique pour fin 2015
 - 2016 : réponse conjointe : alignement sur le timing et orientations SN post 2015

19



Propositions

- Organisation du travail : **guide simple**
 - Définir un comité restreint composé des 4 PTF ; définir responsabilité secteur et rédaction
 - Identifiés les points focaux MAED;
 - Information autres PTF (ONU,...) ;
 - Définir un mode de validation du DPC par les Ambassades au niveau pays;
 - Se doter d'une ressource nationale (partielle / temps plein) en appui MAED /DMRCA;
 - Créer un fichier « documentation » commun en mode « cloud »;
 - Élaborer un seul fichier Excel pour tous les mapping;
 - Finaliser et valider les canevas des documents ²⁰



Propositions : feuille de route option 2

Date	Activité	Qui
De septembre à fin décembre 2015	Préalable et phase préparatoire : accent mis sur l'organisation du travail : <ul style="list-style-type: none"> • Task force EM UE • Task force partie nationale (MAED, MF, Banque centrale, secteurs) 	DUE, FR, GER, ES MAED
	<ul style="list-style-type: none"> • Division du travail provisoire : coordination / dialogue • Analyse politique • Analyse macro-économique 	Task force EM UE + consultant DEVCO

21



Propositions : feuille de route option 2

Date	Activité	Qui
Fin juin 2016	<ul style="list-style-type: none"> • Draft analyse conjointe • Draft de réponse conjointe sur la base du mapping des cadres de résultats • Draft division du travail 	TASK force EM UE + Personne Ressource PC + appui consultant DEVCO
Fin 2016 (et SND post 2015 disponible)	<ul style="list-style-type: none"> • Analyse SND post 2015 • Actualisation et finalisation analyse et réponse Conjointe + cadre résultat sur base SND post 2015 • Atelier examen DPC • Avis partie nationale • Finalisation DPC • Présentation DPC aux Ambassadeurs + Autorités • Adoption DPC et cérémonie signature 	TASK force EM UE + Personne Ressource PC + appui consultant DEVCO TASK force RIM



Outputs : option 2

- Maintenant – fin 2015:
 - Préalable : task force EM UE et task force RIM
 - Analyse politique et macro économique
 - Division du travail : coordination/ dialogue
 - 1 personne ressource PC
- 2016: **Document de programmation conjointe** basé sur la SND post 2015 contenant les 4 éléments constitutifs (analyse, réponse, Division du travail, allocations financières indicatives).

23



Prochaines étapes

- Validation feuille de route et guide d'organisation du travail pour l'élaboration du DPC
- Action !

24



Prochaine mission Consultant DEVCO

- À la demande
- Contact avec Ambassade Italie au Maroc (Veronica White)
- Appui à distance : canevas, fichier Excel pour mapping; cadre de résultats...
- Atelier début décembre
- Possibilité mission novembre pour appui analyse conjointe

25



Informations complémentaires

- Site web: <http://capacity4dev.ec.europa.eu>

26



Documents de référence

- ❑ Council Resolutions on Harmonisation, Coordination, complementarity, etc. in: 1974, 1976, 1984, 1986, 1995, 2000.
- ❑ Joint Framework for Country Strategy Papers, 2006: sets out a path towards joint programming by the EC and EU MS, also including other donors where possible.
- ❑ **EU Code of Conduct on Complementarity and Division of Labour**, 2007: proposes limiting country involvement to three active sectors per donor and five donors per sector.
- ❑ **Toolkit for Division of Labour** (2009)
- ❑ Operational Framework on Aid Effectiveness, 2009/2011
- ❑ Council Conclusions on the MDGs for the UN High Level Plenary Meeting, 2010: confirmation of earlier commitments to reduce aid fragmentation.
- ❑ Next Opportunity: programming MFF 2014-2020:
- ❑ “**Agenda for Change**”, Communication 2011, and Joint Programming announced in Busan, 2011, as EU deliverable.
- ❑ **Letter from 3 Commissioners** to Heads of Delegations, same from HQs of Member States to Embassies/representations, 2012.²⁷



Proposition : feuille de route 1 jugée non réaliste par agences EM

Date	Activité	Qui
Fin septembre	Organisation du travail : activation comité restreint et Points Focaux MAED	DUE, FR, GER, ES MAED
Fin octobre	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place fonds documentation • TDR personne ressource PC • Outil de mapping sur Excel 	Comité restreint + appui consultant DEVCO
Fin novembre	<ul style="list-style-type: none"> • Draft analyse conjointe :bilan, perspective • Mapping cadre de résultat • Mapping groupes sectoriels // EM 	Comité restreint + appui consultant DEVCO
Début décembre	<ul style="list-style-type: none"> • Atelier examen analyse conjointe + mapping cadre de résultats + G sectoriel • Recrutement personne ressource PC 	DUE, FR, GER, ES, PF MAED + consultant DEVCO
Mi décembre	<ul style="list-style-type: none"> • Validation draft analyse conjointe • Avis MAED 	<ul style="list-style-type: none"> • DUE, FR, GER, ES • MAED

 		
Proposition : feuille de route 1 jugée non réaliste par agences EM		
Date	Activité	Qui
Fin mars	<ul style="list-style-type: none"> • Draft de réponse conjointe sur la base du mapping des cadres de résultats • Draft division du travail 	Comité restreint + Personne R PC + appui consultant DEVCO
Fin Juin	<ul style="list-style-type: none"> • Analyse SND post 2015 • Actualisation et finalisation analyse et réponse Conjointe + cadre résultat sur base SND post 2015 • Atelier examen DPC 	<ul style="list-style-type: none"> • Comité restreint + Personne R PC + appui consultant DEVCO • PF MAED
Fin août	Avis MAED	MAEED
Fin Septembre	Finalisation DPC	DUE, FR, GER, ES, MAED
Fin Octobre	Présentation DPC aux Ambassadeurs + Autorités	DUE, FR, GER, ES
Fin Novembre	Adoption DPC et cérémonie signature	DUE, FR, GER, ES, MAED